



Mots. Les langages du politique

77 | 2005
Proximité

Présentation

Christian Le Bart et Rémi Lefebvre



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/254>
DOI : 10.4000/mots.254
ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2005
Pagination : 7-10
ISBN : 2-84788-077-1
ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Christian Le Bart et Rémi Lefebvre, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 77 | 2005, mis en ligne le 31 janvier 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/254> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.254>

Présentation

Le succès rencontré par un mot ou une expression constitue toujours un mystère. Nous ne sommes ici pas les premiers à nous étonner des usages de plus en plus fréquents, dans le langage sociopolitique, du terme de « proximité »¹. Il prend désormais place dans les désignations les plus solennelles : démocratie de proximité, justice de proximité, police de proximité, et finalement République des proximités. Qui plus est, c'est dans la bouche d'un Premier ministre (Jean-Pierre Raffarin), et sous sa plume, que l'expression connut cette consécration. Traditionnellement associée à la petite politique, celle des élus locaux et des maires ruraux, la proximité est devenue en quelques années une valeur universelle. On s'en réclame au plus haut du pouvoir d'État, on l'invoque dans tous les univers sociaux, du monde de la publicité à celui de l'entreprise, de l'univers de la pédagogie à celui des médias...

Quel statut donner à cette transformation ? Simple mode ? Notre hypothèse est plus ambitieuse : elle vise à démontrer qu'à travers le mot « proximité », et au-delà de lui, donc, c'est bien la façon de penser le pouvoir politique – rien de moins ! – qui se transforme sous nos yeux. Nous n'ignorons pas qu'on risque souvent de succomber à l'erreur, voire au ridicule, en diagnostiquant tous les six mois des bouleversements fondamentaux de l'ordre social. Et il revient souvent aux chercheurs professionnels, moins soumis aux contraintes éditoriales que, par exemple, les essayistes, de jouer ce rôle ingrat consistant à consigner sans gloire les continuités les moins spectaculaires. Faut-il pour autant s'empêcher de voir ce qui change ? Le succès du mot « proximité » est selon nous le signe d'une transformation en profondeur des modes de production de la légitimité politique. Là où le pouvoir se légitimait jadis par la hauteur et par toutes les catégories surplombantes qui découlent d'une position élevée (intérêt général, loi, volonté générale, progrès, égalité des citoyens, aménagement du territoire...), il puise désormais dans un gisement de légitimité strictement inverse, fondé sur le proche et l'interpersonnel. Max Weber, construisant l'idéal-type de l'État moderne, en déduisait la figure elle-même idéalisée du

1. On peut par exemple renvoyer à des numéros récents de *Mots* consacrés aux « métaphores spatiales en politique » (n° 68, mars 2002), à l'« émotion dans les médias » (n° 75, juillet 2004) ainsi qu'au numéro en préparation consacré aux « usages politiques du genre ».

fonctionnaire froid, distant, s'interdisant toute expressivité personnalisée. C'est ce modèle qui s'épuise devant nous, au profit d'un autre dont les mots d'ordre sont l'écoute, le face à face, le terrain, et donc la proximité. Là où l'action publique devait être jadis rationnelle, en référence à ces grandeurs que furent la Modernité, le Progrès, l'Égalité, la Science, elle doit dorénavant se soumettre quotidiennement à son destinataire singulier, habitant, justiciable, contribuable, et non plus citoyen abstrait d'avant. Le politique a face à lui un individu situé avec lequel il doit dialoguer et auquel il ne peut plus rien opposer de grand. Mais c'est paradoxalement dans ce microdialogue que se recompose sa légitimité, une grandeur du petit en somme.

Les textes qui composent ce numéro de Mots diagnostiquent tous, à partir de corpus divers, la montée en puissance de la thématique de la proximité dans le discours sociopolitique. La première contribution (Christian Le Bart) repère cette thématique chez le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. En jouant d'une image de provincial proche de la France d'en bas, ce dernier emprunte à un registre de présentation de soi qui penche plus du côté de la proximité que du côté de la hauteur distinguée. Mais au-delà de ce choix qui relève du marketing politique, l'homme, et c'est plus nouveau, cherche aussi à inscrire son action sous le signe de la proximité. C'est ce que montre la relecture de son livre programmatique et de ses déclarations relatives au travail gouvernemental. La proximité en politique, ce n'est plus seulement celle des gouvernants élus, c'est désormais aussi celle des dispositifs d'action publique.

Tout se passe à présent comme si la proximité constituait un impératif discursif avec lequel toutes les prises de parole (et de position) doivent composer. C'est ce que montre l'étude des débats parlementaires sur le cumul des mandats (Rémi Lefebvre). La proximité n'y joue pas le rôle de doctrine en lutte contre des doctrines contraires. Elle imprègne l'ensemble des prises de position, elle est invoquée aussi bien par les défenseurs du cumul que par ses adversaires. Les parlementaires démontrent de la sorte involontairement l'extrême plasticité de la notion, sinon son inconsistance. Avec le même aplomb, on peut montrer que l'exigence de proximité exige le maintien du cumul ou sa suppression. Un autre corpus, constitué par les professions de foi aux législatives (Marion Paoletti), invite à des conclusions proches : tous les candidats se donnent à voir comme proches, mais il y a loin de la proximité du petit candidat qui se présente comme semblable à ses électeurs à la proximité du

2. Une illustration récente : la réaction de la secrétaire d'État « aux droits des victimes » lors d'une affaire de fausse agression dans le RER. Le souci manifesté par la secrétaire d'État de coller au plus près à la douleur de la « victime » est ainsi analysé par un journaliste de *Télérama* (5 novembre 2004) : « Pas d'action suffisamment *concrète* pour manifester sa *présence*. Elle [la secrétaire d'État] appelle la jeune femme ; la *reçoit* ; et surtout le fait savoir. Craignant décidément de n'en pas faire assez, l'État s'active et communique en *temps réel*. » [Nous soulignons.]

notable qui se dit à l'écoute, dévoué, déjà connu de tous. On voit la polysémie du terme et la pluralité des façons de décliner le proche : tantôt c'est le familier, le connu, celui avec qui la relation existe déjà, faite de services rendus et de mandats déjà occupés ; tantôt c'est le semblable occupant la même position dans l'espace social, la proximité objective faisant alors l'économie de toute interconnaissance et de tout lien social.

On peut aussi tenter de traquer la proximité dans le discours des médias. Car le langage politique n'est pas seulement celui des gouvernants ou des professionnels de la politique ; c'est aussi celui des journalistes habilités à parler de la politique et même à parler politique. Il est significatif qu'un quotidien comme *Le Monde*, traditionnellement disposé à davantage valoriser les formes surplombantes de discours (analyse macro, données sociales globales, synthèse, mise en perspective et contextualisation...), ait fait le choix de parler politique en privilégiant aussi le discours de proximité. Les « Carnets de campagne » (Christiane Restier-Melleray) mobilisent une posture journalistique inédite : valorisation du témoignage, du récit de vie, de l'expérience singulière, du vu et du ressenti, centrément sur la subjectivité et les affects... La société éclate en une infinité d'expériences individuelles qui découragent toute montée en généralité. La presse territoriale, par exemple les magazines bretons (Roselyne Ringoot et Yvon Rochard), appelle la même analyse. L'impératif de proximité, dont les auteurs nous rappellent qu'il est au cœur de l'idéologie professionnelle des journalistes, imprègne plusieurs genres de discours journalistiques. Et les auteurs de proposer une typologie des façons journalistiques d'apparaître proche.

L'hypothèse d'une mutation en profondeur des valeurs politiques est enfin illustrée par un travail sur les expressions « France d'en haut / France d'en bas » (Sylvianne Rémi-Giraud). À partir d'une « radiographie sémantique » des adjectifs « haut » et « bas », l'auteure montre que les connotations et les valeurs associées à ces termes ne sont pas figées. Entre usages consacrés par le dictionnaire et usages constatés chez, par exemple, Jean-Pierre Raffarin, il y a place pour un basculement qui dévalorise la hauteur et qui confère à son contraire, le bas devenu proche, une grandeur politique inédite.

La question demeure ouverte de mesurer la portée de cette transformation des modes de légitimation du politique. Simple habillage formel permettant de tout justifier et son contraire, le cumul des mandats ou son interdiction, la candidature d'un inconnu ou celle d'un notable professionnel de la politique ? Ces exemples suggèrent que la proximité demeure encore un impératif trop plastique pour véritablement contraindre et par exemple discréditer certaines pratiques traditionnelles. Elle n'a pas bouleversé les façons de faire de la politique. Pour autant, et sans souscrire naïvement à la foi en la toute-puissance des mots, on peut aussi penser que la tyrannie de la proximité n'a pas encore

Présentation

produit tous ses effets. Des recherches complémentaires devraient alors permettre de mesurer l'impact de cette thématique sur, par exemple, les dispositifs d'action publique, les comportements électoraux, les filières de recrutement des gouvernants, etc.

Christian Le Bart, Rémi Lefebvre